



# **ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC**

**Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal  
dans le cadre de la consultation sur  
l'itinérance et cohabitation sociale à Montréal**

**Par**

**Guillaume Cliche-Rivard, député de Saint-Henri-Sainte-Anne et responsable du dossier des  
Services sociaux pour la 2<sup>e</sup> opposition  
Manon Massé, députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques**

**11 février 2025**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>I - Réflexions sur l'offre de services variés en itinérance.....</b>	<b>4-6</b>
<b>II- Réflexions sur l'engagement avec la communauté.....</b>	<b>6-8</b>
<b>III - Valorisation des expériences positives actuelles.....</b>	<b>7-9</b>
<b>IV- Recommandations .....</b>	<b>10</b>

## Introduction

D'emblée, nous tenons à remercier l'OCPM et la Ville de Montréal d'avoir permis la création d'un espace d'échange et de consultation sur la question de l'itinérance et de la cohabitation dans notre métropole. Ces questions épineuses nécessitent la recherche d'un équilibre difficile entre le respect des droits fondamentaux des plus vulnérables, mais aussi du droit de nos citoyens et de nos citoyennes de pouvoir profiter, en toute quiétude et en toute sécurité, de nos espaces publics. Nous espérons ici pouvoir offrir un éclairage important sur ces questions si importantes au vivre-ensemble de nos quartiers.

Nous partons du constat que la crise humanitaire qu'est celle de l'itinérance découle directement de la déresponsabilisation des gouvernements fédéraux et provinciaux successifs face à leurs obligations fondamentales. En effet, c'est l'intersection des crises du logement, de la santé mentale, de la toxicité des substances, ainsi que l'accroissement des inégalités sociales et de la pauvreté, qui sont responsables de la situation sans précédent qui touche Montréal, mais aussi l'ensemble du Québec dorénavant. Sans un investissement massif en prévention, mais aussi sans la mise sur pied d'un parc locatif hors marché offrant de réelles alternatives à la rue, il sera impossible d'espérer pouvoir amoindrir les effets de la crise actuelle.

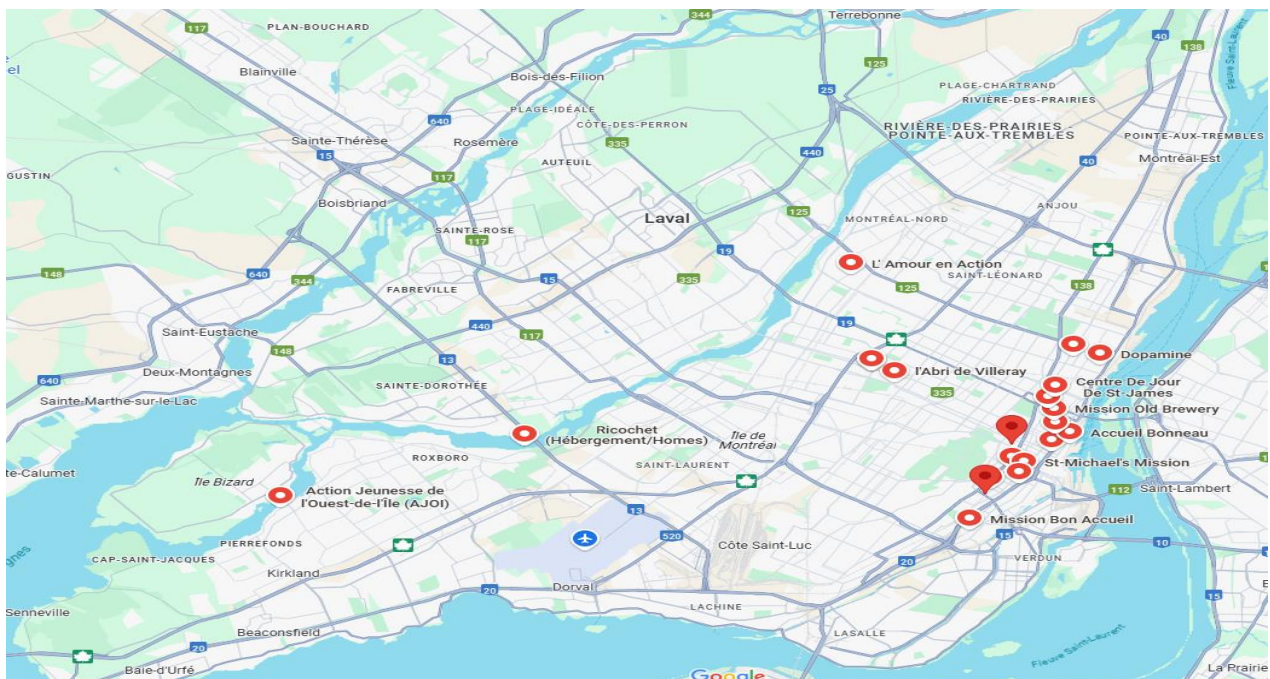
De plus, et du même souffle, cet effritement du filet social se retrouve d'autant plus exacerbé face à l'insuffisance des ressources permettant de répondre aux besoins de la population itinérante, qui, elle, ne cesse de grandir. En effet, moins il y aura de ressources, et plus la cohabitation sera difficile dans nos quartiers. Inversement, la seule issue à court et moyen terme est la mise sur pied d'un réel réseau de ressources et de services, sous le leadership de la Santé publique, permettant d'amoindrir les tensions de la cohabitation quotidienne à Montréal. Dans cette optique, les organismes devront davantage être compris comme étant la solution et non la cause des tensions sociales qui existent et continueront d'exister dans nos quartiers. Nous croyons fermement que c'est en bonifiant l'offre de services adaptés que nous pourrons créer des milieux de vie harmonieux et sécuritaires pour l'ensemble de la population.

## I- Réflexions sur l'offre de services variés en itinérance

Comme exposé d'entrée de jeu, garantir une offre de services variée en itinérance est essentiel pour assurer une cohabitation sociale harmonieuse à Montréal. Or, actuellement, nous estimons qu'il existe un réel **enjeu de concentration** des différentes ressources en itinérance, qui se situent principalement au sud de la Ville, soit dans une très grande majorité au sud de la rue Sherbrooke, et évidemment, à proximité de la rue Notre-Dame.

Cette concentration de services fait en sorte que l'ensemble des personnes itinérantes de Montréal, sans égard à leur quartier d'origine, se dirigent inévitablement vers le sud au lieu de pouvoir compter sur une ressource de proximité leur permettant de conserver des liens d'attache dans leur arrondissement. Ceci explique la concentration des personnes cherchant des services dans Centre-Sud, Ville-Marie, le Sud-Ouest et Hochelaga-Maisonneuve, ainsi que l'augmentation des tensions liées à cohabitation sociale dans ces quartiers.

Cette réalité est d'ailleurs particulièrement limpide et observable sur la carte reproduite ci-dessous qui répertorie les ressources financées par le Service régional de l'itinérance du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal :



Bien que nous soutenions à 100% les organismes actuellement déployés sur le sud du territoire, nous revendiquons le développement de davantage de ressources dans les zones non desservies. Dans le Grand Sud-Ouest, par exemple, la Maison Benoît Labre est la seule ressource offrant des services 24/7. En conséquence, les personnes en situation d'itinérance provenant ou résidant à Verdun, Notre-Dame-de-Grâce, Lasalle, Côte-des-Neiges et même Lachine, en plus de toutes celles des autres quartiers du Sud-Ouest (Griffintown, Petite-Bourgogne, Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul), se dirigent vers la Maison Benoît Labre pour avoir accès à des services. Cela cause une pression énorme sur l'organisme, en plus d'y générer un important flux de personnes s'y destinant, ce qui n'est pas sans générer des enjeux de cohabitation pour ses riverains.

Nous estimons que chaque arrondissement devrait pouvoir compter sur une ressource qui s'adresse à ses résidents de manière à mieux répartir les besoins et la pression actuelle qui pèse sur les quartiers du sud. Nous estimons aussi que de telles ressources locales permettraient de mieux privilégier le maintien des personnes itinérantes à proximité de leur réseau et de leurs services, comme leur CLSC, leur travailleur social, leur banque alimentaire, ce qui sera aussi plus à même de leur permettre d'espérer de se remobiliser rapidement.

Un élément à prendre également en considération s'avère certainement les enjeux liés à **l'accessibilité des ressources** au nord. L'Amour en action, par exemple, ou encore Ricochet, sont beaucoup plus difficiles à rejoindre (transport) que les ressources à proximité d'une sortie de métro, et ce, même pour les personnes itinérantes provenant du nord de la ville. Plusieurs personnes nous ont ainsi partagé qu'il était plus facile pour elles d'accéder aux ressources d'Hochelaga-Maisonneuve par exemple que de se rendre à Montréal-Nord ou à Pierrefonds. Une attention particulière devra donc être portée à la facilité de pouvoir accéder à ses nouvelles ressources.

Nous souhaitons également mettre de l'avant la question de la **découverte des services**. En effet, il existe un important enjeu lié aux ruptures de services entre les centres de jour et les refuges de nuit, mais aussi entre les ressources ouvertes tous les jours de la semaine et celles qui, au contraire, ferment la fin de semaine, là où, au contraire, les enjeux de cohabitation s'accroissent souvent.

Par exemple, le centre de jour de la ressource Résilience va installer ses nouveaux locaux dans Saint-Henri d'ici quelques mois. Or, avec son financement actuel, son centre de jour devrait fermer à 15h00, soit plusieurs heures avant l'ouverture de son refuge analogue, Mitshuap, situé à quelques minutes à pied, qui lui, ouvrira à 20h00. C'est cette période tampon, en plein pendant le retour du travail et des classes, qui inquiète les résidents du quartier, car ceux et celles en quête de services n'auront nulle part où aller du moment où les deux ressources sont fermées. La découverte de services pour les organismes qui ne sont pas ouverts 24 heures par jour est donc une importante source de tensions dans nos quartiers de par les mouvements de population générés par les fermetures de ressources. Il faudra y attarder une attention particulière.

Par ailleurs, tel que nous l'exposons, faute de financement et de ressources, plusieurs centres de jour sont également fermés la fin de semaine, comme c'est le cas pour le centre de jour Saint-James, celui du CAP Saint-Barnabé ou celui de l'Accueil Bonneau par exemple. Cela fait en sorte que cette rupture de services accentue la pression sur les organismes qui demeurent ouverts et qui offrent des services pendant cette période de découverte. Or, cela n'est pas sans causer d'importants enjeux d'affluence et de pression pour les riverains des ressources, encore ici dans un moment où les lieux publics s'avèrent d'autant plus investis par le reste de la population. Nous estimons donc qu'une attention particulière doit être portée à ces enjeux de découverte de services.

## **II- Réflexions sur l'engagement avec la communauté**

Les différents débats et discussions des citoyens entourant l'ouverture ou non de nouvelles ressources pour personnes itinérantes, comme ceux entourant le projet de l'Église Sainte-Bibiane ou encore entourant l'ouverture d'une ressource à Ahuntsic-Cartierville, nous ont convaincu de la nécessité de créer et d'officialiser **des espaces de dialogue** permettant aux citoyens d'exprimer leurs inquiétudes, de se faire entendre et d'être consultés dans l'élaboration et le développement de ces projets.

Si certains organismes ont pris *de facto* certaines responsabilités liées à la cohabitation sociale et à la création d'espaces de dialogue citoyens avec un certain succès, d'autres ont vu leur

indépendance et leur leadership remis en cause par des citoyens désireux de créer des lieux d'expression neutres et indépendants. Nous estimons que ce besoin légitime d'un lieu d'expression appartenant aux citoyens, qui doivent pouvoir exprimer leurs préoccupations légitimes, constitue l'un des socles fondamentaux permettant la réussite d'un meilleur vivre-ensemble. Nous insistons aussi sur l'importance d'inclure la voix des personnes avec un savoir expérientiel dans ces discussions et projets qui les concernent<sup>1</sup>. En ce sens, nous avons identifié quelques avenues que nous jugeons inspirantes.

L'[Engrenage Saint-Roch](#), dans la ville de Québec, est une instance qui rassemble des personnes et des groupes communautaires en vue de réfléchir, d'échanger et d'agir afin d'améliorer la qualité de vie dans le quartier pour ceux et celles qui l'habitent, le fréquentent et/ou y travaillent. Créant de véritables espaces de dialogue, cette instance a organisé une série d'assemblées citoyennes au cours desquelles les citoyens ont pu ventiler, poser des questions, s'informer et donner leurs opinions sur les ressources existantes et/ou sur l'itinérance de façon plus générale. Une des clés du succès de leur démarche est la participation de l'ensemble des parties prenantes concernant l'itinérance. Qui plus est, en favorisant la participation citoyenne, l'Engrenage initie et accompagne des actions collectives visant à renforcer le tissu social et à améliorer la réponse aux besoins du quartier.

Dans le même ordre d'idée et étant donné l'efficacité de l'approche qu'elle propose, l'Engrenage Saint-Roch a partagé son expertise avec la [Corporation de Développement Communautaire Centre-Sud](#) pour que celle-ci instaure une démarche similaire dans son quartier. Depuis, la CDC Centre-Sud a élaboré un projet-pilote visant à améliorer le climat entre les organismes communautaires, les citoyens logés et non logés, ainsi que les commerçants du quartier. L'idée est de solidariser la communauté autour des enjeux sur le vivre-ensemble et d'outiller le quartier pour mieux faire face aux enjeux de cohabitation. Le projet-pilote, qui est actuellement en recherche de financement, vise à créer un réseau d'entraide, ainsi qu'une série de rencontres citoyennes permettant à tous de partager leurs inquiétudes par rapport aux enjeux de cohabitation. Ces espaces

---

<sup>1</sup> Voir par exemple sur ce sujet le rapport [Habiter la rue : repenser notre réponse à l'itinérance](#) produit par l'équipe de recherche FACE, sous la direction de la professeure Caroline Leblanc de l'Université de Sherbrooke, et de l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ).

innovants permettraient de développer une vision où chaque partie prenante peut travailler de pair pour améliorer les conditions de vie dans le quartier. Pour ce faire la CDC compte mettre en place différents outils et stratégies d'animation afin que ces rencontres se déroulent de façon respectueuse et constructive. Le projet vise aussi à créer des espaces de dialogue avec le voisinage en amont de toute nouvelle implantation de ressources dans le quartier. Il est essentiel que ce mandat soit confié à des instances indépendantes et il faut que le gouvernement provincial soit au rendez-vous pour financer de telles démarches.

Nous estimons également que ces lieux de dialogue devront également jouer un rôle de suivi et d'évaluation d'impacts et non pas se limiter seulement aux questions touchant l'ouverture et le début d'exercice des organismes visés. Une instance indépendante, qui créerait des espaces de dialogues citoyens en amont, pendant et après le déploiement d'une nouvelle ressource, constitue effectivement une des conditions gagnantes permettant d'assurer un suivi des mesures visant à améliorer le sentiment de sécurité et le bien-être de l'ensemble de la population.

### **III - Valorisation des expériences positives actuelles**

Finalement, nous estimons nécessaire de souligner et de valoriser l'existence d'une expertise terrain du communautaire et de différentes démarches ayant fait ses preuves :

- Nous souhaitons aussi mettre en lumière une initiative que nous jugeons porteuse en matière d'inclusion des personnes usagères des ressources. Nous pensons notamment à [TAPAJ Québec](#), dont le programme propose à des personnes en situation de vulnérabilité de se mettre au service de la communauté par le biais de courts plateaux de travail rémunérés. Nous croyons que l'ensemble des ressources existantes ou à venir gagneraient à inclure ce genre de programme dans leur offre de services aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur intégration non seulement à l'organisme, mais aussi à la communauté.
- Au sujet de l'accompagnement psychosocial et de l'intervention visant une réelle intégration des personnes en situation d'itinérance, nous voulons souligner l'importance



du travail de rue, notamment d'organismes tels que [TRAC](#), [AJOI](#), [Spectre de rue](#) et tant d'autres plutôt que le développement d'une approche davantage répressive et démobilisatrice qui accentue la marginalisation des populations déjà marginalisées.

- Pour ce qui est de la médiation et des projets de cohabitation sociale, nous suggérons fortement à la ville de s'inspirer de l'approche inclusive de participation citoyenne telle que préconisée par l'organisme [Exeko](#).

## Recommandations

Nous invitons la Ville à faire cheminer les recommandations suivantes au gouvernement du Québec en vue d'assurer une intégration harmonieuse des ressources dédiées aux personnes en situation d'itinérance à Montréal, soit :

- Ouvrir de nouvelles ressources avec soutien communautaire dans l'ensemble des arrondissements, prévenir et contrer toute découverte de services en assurant un financement suffisant et récurrent, et assurer une équité en matière d'accès aux services ;
- Prévoir la création d'espaces de dialogue citoyens neutres et indépendants appartenant aux citoyens permettant une mobilisation et le partage en amont, mais également tout au long de la vie de l'organisme, sur les questions de cohabitation sociale ;
- Valoriser les expériences et reconnaître l'expertise actuelle de notre milieu communautaire.